

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 81 — 1647

13 JUILLET 1981. — Loi portant création
d'un Institut d'expertise vétérinaire (1)BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — L'Institut d'expertise vétérinaire

Article 1er. Il est créé auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille, sous la dénomination « Institut d'expertise vétérinaire », ci-après dénommé « l'Institut », un établissement public doté de la personnalité juridique, classé dans la catégorie A prévue par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 2. « § 1er. L'Institut est chargé :

1° Des expertises, des analyses de laboratoire, des examens et contrôles sanitaires prévus par la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes ainsi que de l'exercice du contrôle sanitaire organisé en application de ladite loi;

2° Des expertises, des analyses de laboratoire, des examens et contrôles sanitaires prévus par la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier;

3° De surveiller l'application de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits ainsi que de ses arrêtés d'exécution, dans la mesure où ceux-ci concernent les produits visés par les lois précitées du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965;

4° De l'organisation des expertises vétérinaires, des analyses de laboratoire et des examens et contrôles sanitaires prévus aux lois précitées du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965;

5° Du contrôle des conditions d'hygiène dans les établissements réglementés par les lois précitées du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965. »

§ 2. Le Roi peut charger l'Institut :

1° De surveiller, dans les établissements visés au § 1er, 5°, l'application de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits, ainsi que ses arrêtés d'exécution. Il peut étendre cette mission, dans des circonstances exceptionnelles, en tous autres lieux visés à l'article 11, § 1er, de la loi précitée.

2° De surveiller l'application de la législation relative à la police des animaux domestiques dans les établissements visés par les lois précitées;

(1) Session 1978-1979.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi 464 n° 1.

Session 1979-1980.

Projet de loi 331 n° 1. — Rapport n° 2. — Amendements n° 3 à 9. — Rapport complémentaire n° 10. — Amendements n° 11 à 15. — Articles approuvés en première lecture n° 16. — Amendement n° 17.

Annales parlementaires : 31 janvier, 21 février et 6 mars 1980.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat 499 n° 1. — Amendements n° 2 à 11. — Rapport n° 12. — Amendements n° 13 et 14.

Annales parlementaires : 17 juin, 23 juin et 25 juin 1981.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 81 — 1647

13 JULI 1981. — Wet tot oprichting
van een Instituut voor veterinaire keuring (1)BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Het Instituut voor veterinaire keuring

Artikel 1. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt onder de benaming « Instituut voor veterinaire keuring », hierna « het Instituut » genoemd, een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht, ingedeeld in de categorie A als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 2. « § 1. Het Instituut is belast met :

1° De keuring, het laboratoriumonderzoek, het gezondheidsonderzoek en de gezondheidscontrole bedoeld in de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, alsmede met de in uitvoering van die wet ingerichte gezondheidscontrole;

2° De keuring, het laboratoriumonderzoek, het gezondheidsonderzoek en de gezondheidscontrole, bedoeld in de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild;

3° Het toezicht op de naleving van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten alsmede op de naleving van haar uitvoeringsbesluiten, voor zover zij bij de wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965 bedoelde producten betreffen;

4° De organisatie van de veterinaire keuring, het laboratoriumonderzoek, het gezondheidsonderzoek en de gezondheidscontrole bedoeld in voornoemde wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965;

5° Het toezicht op de hygiëne in de inrichtingen die onder voornoemde wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965 vallen. »

§ 2. De Koning kan het Instituut belasten met :

1° Het toezicht in de bij § 1, 5°, bedoelde inrichtingen, op de toepassing van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, alsmede op de naleving van haar uitvoeringsbesluiten. Hij kan deze opdracht in uitzonderlijke omstandigheden uitbreiden tot alle andere plaatsen bedoeld bij artikel 11, § 1, van voornoemde wet.

2° Het toezicht op de toepassing van de wetgeving betreffende de diergeneeskundige politie op de huisdieren in de inrichtingen bedoeld bij de bovenvermelde wetten;

(1) Zitting 1978-1979.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet 464 nr. 1.

Zitting 1979-1980.

Ontwerp van wet 331 nr. 1. — Verslag nr. 2. — Amendementen nr. 3 tot 9. — Aanvullend verslag nr. 10. — Amendementen nr. 11 tot 15. — Artikelen in eerste lezing aangenomen. nr. 16. — Amendement nr. 17.

Parlementaire Handelingen : 31 januari, 21 februari en 6 maart 1980.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Senaat 499 nr. 1. — Amendementen nr. 2 tot 11. — Verslag nr. 12. — Amendementen nr. 13 en 14.

Parlementaire Handelingen : 17 juni, 23 juni en 25 juni 1981.

3° De surveiller, dans l'enceinte de l'abattoir, l'application des dispositions légales et réglementaires concernant la perception des impôts établis par l'Etat sur le bétail et la volaille ou les viandes en provenant;

4° De rassembler et de classer toutes informations vétérinaires pouvant être utiles à la politique agricole, en vue de leur transmission au Ministre de l'Agriculture;

5° De la recherche scientifique appliquée qui a rapport avec sa mission.

Art. 3. Le Roi règle, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut. Il nomme aux emplois correspondant à ceux du niveau 1 au sens du statut des agents de l'Etat.

L'Institut est géré par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

L'administration journalière de l'Institut est confiée à un fonctionnaire dirigeant, celui-ci est assisté par un fonctionnaire dirigeant adjoint de rôle linguistique différent. Tous les deux sont des fonctionnaires généraux du Ministère de la Santé publique et de la Famille.

Le Ministre peut déléguer certains de ses pouvoirs au fonctionnaire dirigeant et à son adjoint ainsi que, le cas échéant, aux fonctionnaires généraux qu'il désigne.

Art. 4. Font partie du personnel de l'Institut :

1° Les vétérinaires chargés des expertises vétérinaires, des analyses de laboratoire, des examens et contrôles sanitaires visés à l'article 2, § 1er, de la présente loi;

2° Les aides techniques visés à l'article 5 de la loi précitée du 15 avril 1965.

Art. 5. § 1er. Aucun vétérinaire, fonctionnaire de l'Institut, ne peut exercer la médecine vétérinaire en dehors de sa mission.

§ 2. Les vétérinaires et aides techniques, fonctionnaires de l'Institut, ne peuvent ni directement, ni indirectement, avoir un intérêt dans une ou plusieurs entreprises soumises à l'application de la législation relative aux expertises, aux examens et aux contrôles sanitaires.

Art. 6. Il est institué auprès de l'Institut un Conseil d'expertise vétérinaire, composé de vétérinaires.

L'avis de ce Conseil est requis :

1° Dans les cas où, en raison d'irrégularités commises par un expert ou un aide technique au cours de sa mission, il est envisagé une peine disciplinaire d'une gravité au moins égale à la suspension;

2° Sur les projets d'arrêtés d'exécution des lois précitées du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965, dans la mesure où ils concernent les expertises, les examens et contrôles sanitaires.

Cet avis est émis dans un délai de deux mois; passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

Ce Conseil donne également, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, des avis sur l'organisation des expertises.

Le Roi nomme les membres et fixe les modalités de fonctionnement de ce Conseil.

Art. 7. Il est institué auprès de l'Institut une Commission consultative.

Cette Commission comprend en tout cas des représentants des abattoirs publics et privés, des agriculteurs-éleveurs, des vétérinaires et du commerce de gros et de détail des produits visés par la présente loi.

Cette Commission donne, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, des avis relatifs à l'application des lois précitées du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965, ainsi qu'aux activités de l'Institut, pour autant qu'elles aient trait à l'expertise, à l'examen sanitaire et au contrôle sanitaire.

Elle doit toujours être consultée au sujet des projets d'arrêtés royaux fixant les droits visés à l'article 6 desdites lois. Cet avis sera donné dans un délai de deux mois; passé ce délai, il ne sera plus requis.

3° Het toezicht, binnen de omheining van het slachthuis, op de toepassing van de wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de inning van de belastingen door de Staat geheven op vee en gevogelte of op het vlees hiervan;

4° Het inzamelen en ordenen van elke veterinaire informatie die nuttig kan zijn voor het landbouwbeld, ten einde deze door te sturen naar de Minister van Landbouw;

5° Het toegepast wetenschappelijk onderzoek met betrekking tot zijn opdracht.

Art. 3. De Koning regelt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de organisatie en de werking van het Instituut. Hij benoemt tot de betrekkingen die overeenstemmen met die van niveau 1 als bedoeld in het statuut van het Rijkspersoneel.

Het Instituut wordt beheerd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

Het dagelijks bestuur van het Instituut wordt toevertrouwd aan een leidend ambtenaar; deze wordt bijgestaan door een adjunct-leidend ambtenaar van een andere taairol. Beiden zijn ambtenaar-generaal bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.

De Minister kan sommige van zijn bevoegdheden overdragen aan de leidende ambtenaar en aan zijn adjunct, evenals in voorkomend geval aan de ambtenaren-generaal door hem aangeduid.

Art. 4. Van het personeel van het Instituut maken deel uit :

1° De dierenartsen die belast zijn met de veterinaire keuring, het laboratoriumonderzoek, het gezondheidsonderzoek en de gezondheidscontrole, waarvan sprake is in artikel 2, § 1, van onderhavige wet;

2° De technische helpers bedoeld in artikel 5 van bovenvermelde wet van 15 april 1965.

Art. 5. § 1. Geen enkele dierenarts, ambtenaar van het Instituut, mag de diergeneeskunde beoefenen buiten de hem opgedragen taak.

§ 2. De dierenartsen en de technische helpers, ambtenaren van het Instituut, mogen geen rechtstreeks noch onrechtstreeks belang hebben in één of verscheidene ondernemingen die onder de toepassing vallen van de wetgeving betreffende de keuringen en de gezondheidsonderzoekingen en -controles.

Art. 6. Bij het Instituut wordt een Raad voor veterinaire keuring ingesteld, samengesteld uit dierenartsen.

Deze Raad moet worden geraadpleegd :

1° Wanneer, op grond van onregelmatigheden die een keurder of een technisch helper tijdens zijn opdracht begaan heeft, ten minste de schorsing als tuchtstraf overwogen wordt;

2° Over ontwerpen van uitvoeringsbesluiten van voormelde wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965, voor zover zij betrekking hebben op de keuring, het gezondheidsonderzoek en -controle.

Het advies wordt uitgebracht binnen een termijn van twee maanden; na deze termijn is het advies niet meer vereist.

Bovendien geeft deze Raad, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, adviezen over de organisatie van de keuring.

De Koning benoemt de leden en bepaalt de werkwijze van deze Raad.

Art. 7. Bij het Instituut wordt een Raadgevende Commissie ingesteld.

Deze Commissie omvat in ieder geval vertegenwoordigers van de openbare en particuliere slachthuizen, van de landbouwers-veetelers, van de dierenartsen en van de groot- en kleinhandel in de bij deze wet bedoelde produkten.

Deze Commissie geeft, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, adviezen betreffende de toepassing van de bovenvermelde wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965, evenals over de activiteiten van het Instituut, voor zover ze betrekking hebben op de keuring, het gezondheidsonderzoek en de gezondheidscontrole.

Zij dient in elk geval geraadpleegd te worden over de ontwerpen van koninklijk besluit tot bepaling van de rechten bedoeld in artikel 6 van dezelfde wetten. Dit advies wordt uitgebracht binnen een termijn van twee maanden; na deze termijn is het advies niet meer vereist.

Le Ministre peut autoriser la Commission à prendre connaissance de tous les documents qui peuvent être nécessaires à l'exercice de sa mission consultative.

Le Roi fixe la composition et les modalités de fonctionnement de cette Commission.

Art. 8. L'Institut peut acquérir ou louer l'équipement et les installations nécessaires et s'assurer tous autres concours pour lui permettre d'exécuter sa mission. L'Etat peut mettre à la disposition de l'Institut soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, les services, l'équipement et les installations nécessaires.

Art. 9. L'Institut est financé par :

1° Le produit des droits perçus en exécution des alinéas 1er et 2 de l'article 6 de la loi du 5 septembre 1952, modifiés par la présente loi, et de l'article 12 de la même loi, ainsi que de l'article 6 de la loi du 15 avril 1965, modifié par la présente loi;

2° Les crédits inscrits au budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille;

3° Des dons et legs;

4° Le produit d'emprunts;

5° Des rétributions et revenus occasionnels.

Art. 10. L'Institut est autorisé à contracter des emprunts moyennant l'accord du Ministre des Finances.

Art. 11. La personne qui reste en défaut de verser à l'Institut, dans les délais fixés par le Roi, les sommes prévues à l'article 9, 1°, est redevable envers l'Institut d'une majoration et d'un intérêt de retard dont le montant et les conditions d'application sont fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives

Section I

Modifications de la loi du 5 septembre 1952

Art. 12. A l'article 1er de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, les dispositions figurant aux numéros 2, 3 et 6 sont respectivement remplacées par le texte suivant :

« 2. Abattoir public : l'abattoir exploité par un pouvoir public ou une association de pouvoirs publics.

» 3. Abattoir privé : l'abattoir exploité par une personne physique ou une personne morale de droit privé.

» 6. Viandes : la viande (la chair musculaire), la graisse, les abats blancs et rouges d'un animal de boucherie, ainsi que le sang et les os qui ne sont pas dégraissés ni complètement débarrassés des fragments musculaires; l'animal jugulé avant la mort, dépouillé éviscéré et habillé pour la boucherie. »

Art. 13. A l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, les mots « examen bactériologique » sont remplacés par les mots « analyse de laboratoire »;

2° L'alinéa 3 est complété par les mots « si les animaux sont abattus en dehors de l'abattoir ».

Art. 14. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. L'expertise est effectuée par des docteurs en médecine vétérinaire nommés à titre d'expert. »

Art. 15. Les alinéas 1er et 2 de l'article 6 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Il peut être prélevé, à charge du propriétaire de l'animal ou des produits soumis au contrôle des experts, des droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises, examens et contrôles sanitaires, ainsi que des analyses de laboratoire, visées à l'article 3, alinéa 2.

» Toutefois le Roi peut, dans les conditions qu'il fixe, accorder l'exonération partielle ou complète du droit perçu lors de la délivrance d'un certificat d'exportation.

» Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres le montant de ces droits, ainsi que les modalités de leur perception et de leur liaison à l'indice des prix à la consommation. »

De Minister kan aan de Commissie inzage verlenen van alle documenten die noodzakelijk kunnen zijn voor haar adviserende taak.

De Koning bepaalt de samenstelling en de werkwijze van deze Commissie.

Art. 8. Het Instituut mag de noodzakelijke uitrusting en installaties verwerven of huren en zich de samenwerking van anderen verzekeren om hem in staat te stellen zijn zending te vervullen. De nodige diensten, uitrusting en installaties kunnen door de Staat ter beschikking van het Instituut worden gesteld om niet of tegen betaling.

Art. 9. Het Instituut wordt gefinancierd door :

1° De opbrengst van de rechten geïnd ter uitvoering van lid 1 en 2 van artikel 6 van de wet van 5 september 1952, zoals gewijzigd bij deze wet, en van artikel 12 van dezelfde wet, evenals van artikel 6 van de wet van 15 april 1965, zoals gewijzigd bij deze wet;

2° De kredieten ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin;

3° Schenkingen en legaten;

4° De opbrengst van leningen;

5° Retributies en toevallige inkomsten.

Art. 10. Het Instituut is gemachtigd leningen aan te gaan met het akkoord van de Minister van Financiën.

Art. 11. Hij die aan het Instituut de bij artikel 9, 1°, bedoelde bedragen niet stort binnen de door de Koning vastgestelde termijn, dient aan het Instituut een verhoging en een nalatighedsrente te betalen, waarvan het bedrag en de toepassingsvoorwaarden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden bepaald.

HOOFDSTUK II. — Wijzigende bepalingen

Afdeling I

Wijzigingen van de wet van 5 september 1952

Art. 12. In artikel 1 van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, worden de bepalingen onder de nummers 2, 3 en 6 onderscheidenlijk vervangen door de volgende tekst :

« 2. Openbaar slachthuis : het slachthuis geëxploiteerd door een overheidslichaam of door een vereniging van overheidslichamen.

» 3. Particulier slachthuis : het slachthuis geëxploiteerd door een natuurlijke persoon of privaatrechtelijke rechtspersoon.

» 6. Vlees : het vlees (het spiervlees), het vet, de witte en rode slachtafval van een slachtdier, alsmede het bloed en de beenderen die niet ontvet en niet volledig van spierresten ontdaan zijn; het vóór de dood gekeelde, gevilde; van ingewanden ontdane en voor de vleeshouwerij klaargemaakte dier. »

Art. 13. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het tweede lid worden de woorden « bacteriologisch onderzoek » vervangen door het woord « laboratoriumonderzoek »;

2° Het derde lid wordt aangevuld met de woorden « indien de dieren buiten het slachthuis worden geslacht ».

Art. 14. Het artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. De keuring wordt verricht door docters in de diergeneeskunde, benoemd tot keurder. »

Art. 15. In artikel 6 van dezelfde wet worden het eerste en het tweede lid vervangen door volgende bepalingen :

« Er kunnen ten laste van de eigenaar van het dier of van de produkten die aan de controle van de keurder onderworpen zijn, rechten worden geheven, bestemd om de kosten te dekken van de keuring en het gezondheidsonderzoek en -controle, evenals van de laboratoriumonderzoeken bedoeld bij artikel 3, tweede lid.

» De Koning kan echter, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, geheel of gedeeltelijk vrijstelling verlenen van het recht dat wordt geïnd naar aanleiding van het afleveren van een uitvoercertificaat.

» De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van die rechten, evenals de wijze van inning en van koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. »

Art. 16. Un article 6bis libellé comme suit est inséré dans la même loi :

« Article 6bis. Le marquage des produits visés par la présente loi est effectué sous la responsabilité personnelle de l'expert.

a) dans les abattoirs, par l'exploitant de l'établissement ou par son préposé;

b) en d'autres lieux, par le propriétaire des produits ou par son préposé.

Le Roi réglemente le marquage. »

Art. 17. A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1965, les mots « abattoir public » sont remplacés par le mot « abattoir ».

Art. 18. A l'article 14 de la même loi, les mots « abattoirs publics et particuliers » sont remplacés par les mots « abattoirs publics et privés ».

Art. 19. A l'article 16, alinéa 1er, de la même loi, les mots « Le bourgmestre ou son délégué, ainsi que les agents du Gouvernement » sont remplacés par les mots « Le bourgmestre ou son délégué, les agents de l'Institut d'expertise vétérinaire, ainsi que les agents du Gouvernement ».

Art. 20. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 20 de la même loi :

1° Les mots « les abattoirs assimilés aux abattoirs publics » sont remplacés par les mots « les abattoirs privés »;

2° Cet article est complété par un alinéa 2 et un alinéa 3, rédigés comme suit :

« Tous les abattoirs doivent répondre aux conditions applicables aux abattoirs d'exportation, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de cette disposition.

» Aucune opération d'abattage n'est admise dans les abattoirs en l'absence d'un expert, sauf en cas d'abattage de nécessité. »

Art. 21. A l'article 22 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au littéra c, les mots « à moins d'autorisation spéciale du service d'inspection du commerce des viandes et seront acheminées directement vers les boucheries que ces tueries sont autorisées à desservir de façon exclusive, conformément à l'article 1er, n° 4 » sont supprimés;

2° Le littéra d est supprimé.

Art. 22. A l'article 23bis, § 1er, de la même loi, modifié par les lois des 25 juillet 1960 et 21 mars 1964, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots « dans les abattoirs publics, dans les abattoirs assimilés aux abattoirs publics » sont remplacés par les mots « dans les abattoirs publics et privés »;

2° Le 3° de ce même alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Les jours fériés fixés en application de la loi relative aux jours fériés »;

3° Le 4° de ce même alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Les jours de congé fixés en application des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. »

Art. 23. A l'article 24, alinéa 2, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans la première phrase, les mots « abattoir public » sont remplacés par le mot « abattoir »;

2° La seconde phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le vétérinaire traitant délivre un certificat de transport donnant, sur l'état de l'animal, les indications utiles pour l'expertise à l'abattoir. »

Art. 24. Les articles 7, 17, 21, 25 et 26 de la même loi sont abrogés.

Art. 16. Er wordt in dezelfde wet een artikel 6bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 6bis. Het merken van de bij deze wet bedoelde produkten geschiedt onder de persoonlijke verantwoordelijkheid van de keurder.

a) in de slachthuizen, door de exploitant van de inrichting of door diens aangestelde;

b) in de andere plaatsen, door de eigenaar van de produkten of door diens aangestelde.

Het merken wordt door de Koning gereguleerd. »

Art. 17. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1965, worden de woorden « openbaar slachthuis » vervangen door het woord « slachthuis ».

Art. 18. In artikel 14 van dezelfde wet worden de woorden « openbare en private slachthuizen » vervangen door de woorden « openbare en particuliere slachthuizen ».

Art. 19. In artikel 16, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « De burgemeester of zijn afgevaardigde, evenals de agenten der Regering » vervangen door de woorden « De burgemeester of zijn afgevaardigde, de ambtenaren van het Instituut voor veterinaire keuring, alsmede de ambtenaren der Regering ».

Art. 20. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « de slachthuizen gelijkgesteld met openbare slachthuizen » worden vervangen door de woorden « de particuliere slachthuizen »;

2° Een tweede en een derde lid, luidend als volgt, worden toegevoegd :

« Alle slachthuizen moeten beantwoorden aan de voorwaarden die gelden voor de exportslachthuizen, binnen een periode van vijf jaar na de inwerkingtreding van deze bepaling.

» Behoudens in het geval van noodslachtingen is bij afwezigheid van een keurder geen enkele slachtverrichting in de slachthuizen toegestaan. »

Art. 21. In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In c worden opgeheven de woorden « tenzij met de bijzondere vergunning van de inspectiedienst van de vleeshandel. Het dient rechtstreeks overgebracht naar de vleeshouwerij die, overeenkomstig het eerste artikel, cijfer 4, door deze slachterijen uitsluitend mogen bevoorrad worden »;

2° d wordt opgeheven.

Art. 22. In artikel 23bis, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 25 juli 1960 en van 21 maart 1964, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « in de openbare slachthuizen, in de slachthuizen gelijkgesteld met de openbare slachthuizen » vervangen door de woorden « in de openbare en particuliere slachthuizen »;

2° Het 3° van hetzelfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° Op de feestdagen vastgesteld bij toepassing van de wet betreffende de feestdagen »;

3° het 4° van hetzelfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° Op de verlofdagen vastgesteld bij toepassing van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der werknemers. »

Art. 23. In artikel 24, tweede lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste volzin worden de woorden « openbaar slachthuis » vervangen door het woord « slachthuis »;

2° De tweede volzin wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De behandelende dierenarts levert een vervoerbewijs af waarop de aanduidingen over de toestand van het dier voorkomen, die vereist zijn voor de keuring in het slachthuis. »

Art. 24. De artikelen 7, 17, 21, 25 en 26 van dezelfde wet worden opgeheven.

Section 2

Modifications de la loi du 15 avril 1965

Art. 25. A l'article 1er de la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Gibier. — Les animaux qui ne sont pas définis aux 1°, 2° ou 3° de ce paragraphe, ni à l'article 1er de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes. »

2° Le § 3, 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° aux poissons, volailles, lapins et gibier, qui ont été traités par le froid ou par la chaleur, ou qui sont séchés, salés ou fumés. »

Art. 26. A l'article 3, § 1er, 2°, de la même loi, les mots « l'abattage des volailles et des lapins » sont remplacés par les mots « l'abattage des volailles, des lapins et, le cas échéant, du poisson et du gibier ».

Art. 27. A l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, les mots « l'abattage des volailles et des lapins » sont remplacés par les mots « l'abattage des volailles, des lapins et, le cas échéant, du poisson et du gibier ».

2° Le § 2 est complété par la phrase suivante :

« Il peut également indiquer les cas où une analyse de laboratoire complémentaire est exigée. »

3° Le § 3 est complété par la phrase suivante :

« Le marquage des produits visés par la présente loi est effectué sous la responsabilité de l'expert :

a) Dans les abattoirs, par l'exploitant de l'établissement ou par son préposé;

b) En d'autres endroits, par le propriétaire des produits ou par son préposé. »

4° Le même article 4 est complété par un § 4 et un § 5 libellés comme suit :

« § 4. L'abattage des volailles et des lapins est interdit dans les abattoirs :

1° Tous les jours entre 20 et 6 heures;

2° Le dimanche;

3° Les jours fériés fixés en application de la loi relative aux jours fériés;

4° Les jours de congé fixés en application des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Le Roi fixe les conditions dans lesquelles il peut accorder dans des circonstances sanitaires exceptionnelles et par disposition motivée, des dérogations aux conditions fixées.

§ 5. Sans préjudice des prescriptions de l'article 17, les fonctionnaires et agents chargés de l'inspection du travail veillent à l'exécution de l'article 4.

L'article 7 leur est applicable. »

Art. 28. L'article 5 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 5. L'expertise est pratiquée par des vétérinaires nommés à titre d'experts.

» Dans l'exercice de sa mission, l'expert peut être assisté par des aides techniques placés sous son autorité. »

Art. 29. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Il peut être prélevé, à charge du propriétaire de l'animal ou des produits soumis au contrôle des experts, des droits destinés à couvrir les frais résultant des expertises, examens et contrôles sanitaires.

» Toutefois, le Roi peut, dans les conditions qu'il fixe, accorder une exonération partielle ou complète du droit perçu lors de la délivrance d'un certificat d'exportation.

» Lors de l'expertise du poisson dans les minques, ces droits peuvent être mis à charge de l'acheteur.

Afdeling 2

Wijzigingen van de wet van 15 april 1965

Art. 25. In artikel 1 van de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, 4°, wordt vervangen als volgt :

« 4° Wild. — De dieren die niet zijn bepaald in 1°, 2° of 3° van deze paragraaf, noch in artikel 1 van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel. »

2° § 3, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° vis, gevogelte, konijnen en wild, die een koudebehandeling of een warmtebehandeling hebben ondergaan of die gedroogd, gezouten of gerookt werden. »

Art. 26. In artikel 3, § 1, 2°, van dezelfde wet, worden de woorden « het slachten van gevogelte en van konijnen » vervangen door de woorden « het slachten van gevogelte, van konijnen en, in voorkomend geval, van vis en wild. »

Art. 27. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « de slachting van het gevogelte en van de konijnen » vervangen door de woorden « de slachting van gevogelte, konijnen en, in voorkomend geval, van vis en wild ».

2° Aan § 2 wordt volgende volzin toegevoegd :

« Hij kan eveneens de gevallen bepalen waarin een aanvullend laboratoriumonderzoek vereist is. »

3° Aan § 3 wordt de volgende volzin toegevoegd :

« Het merken van de bij deze wet bedoelde produkten geschiedt onder de persoonlijke verantwoordelijkheid van de keurder :

a) In de slachthuizen, door de exploitant van de inrichting of door diens aangestelde;

b) In de andere plaatsen, door de eigenaar van de produkten of door diens aangestelde. »

4° Aan hetzelfde artikel 4 wordt een § 4 en een § 5 toegevoegd, luidende :

« § 4. Het slachten van gevogelte en wild is in de slachthuizen verboden :

1° Alle dagen tussen 20 en 6 uur;

2° Des zondags;

3° Op de feestdagen vastgesteld bij toepassing van de wet betreffende de feestdagen;

4° Op de verlofdagen vastgesteld bij toepassing van de wet betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De Koning bepaalt onder welke voorwaarden Hij, in uitzonderlijke sanitaire omstandigheden, bij met redenen omkleed besluit afwijkingen van de vastgestelde voorwaarden kan toestaan.

§ 5. Onverminderd het bepaalde in artikel 7, houdend de ambtenaren en beampten belast met de arbeidsinspectie, toezicht op de uitvoering van artikel 4.

Artikel 7 is op hen van toepassing. »

Art. 28. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. De keuring wordt verricht door dierenartsen die als keurders zijn benoemd

» Bij de uitoefening van zijn taak, kan de keurder bijgestaan worden door technische helpers, die onder zijn gezag zijn geplaatst. »

Art. 29. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. Er kunnen, ten laste van de eigenaar van het dier of van de produkten die aan de controle van de keurder onderworpen zijn, rechten worden geheven, die bestemd zijn om de kosten te dekken van de keuringen, gezondheidsonderzoekingen en -controles.

» De Koning kan echter, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, geheel of gedeeltelijk vrijstelling verlenen van het recht dat wordt geïnd naar aanleiding van het afleveren van een uitvoercertificaat.

» Bij de keuring van aangevoerde vis kunnen deze rechten ten laste van de koper worden gelegd.

» Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le montant de ces droits ainsi que les modalités de leur perception et de leur liaison à l'indice des prix à la consommation.»

Art. 30. A l'article 7, § 1er, de la même loi, les mots «les fonctionnaires» sont remplacés par «les agents de l'Institut d'expertise vétérinaire».

Art. 31. A l'article 10, 2°, de la même loi, les mots «des volailles et des lapins» sont remplacés par les mots «des volailles, des lapins et, le cas échéant, du poisson et du gibier».

Section 3

Modification de la loi du 16 mars 1954

Art. 32. A l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la catégorie A est complétée par les mots :

« Institut d'expertise vétérinaire ».

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 33. Pendant un délai de douze mois à dater de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, il peut être procédé à des nominations dans l'Institut, indépendamment de l'existence d'arrêts royaux fixant le statut du personnel et par dérogation tant aux dispositions légales et réglementaires conférant des droits de priorité, des facilités ou des quotas réservés en matière de recrutement qu'aux prescriptions statutaires relatives au recrutement, au changement de grade et aux promotions.

Les nominations peuvent avoir lieu dès le trentième jour qui suit celui de la publication au *Moniteur belge* de l'avis de vacance de l'emploi, faisant appel aux candidatures. Cet avis mentionne que les emplois sont réservés aux Belges de conduite irréprochable jouissant des droits civils et politiques et qui, en ce qui concerne les candidats masculins, ont satisfait aux lois sur la milice.

Art. 34. § 1er. Les docteurs en médecine vétérinaire du Ministère de la Santé publique et de la Famille, chargés du contrôle et de l'exécution des lois précitées des 5 septembre 1952 et 15 avril 1965 sont, chacun en leur qualité, transférés d'office à l'Institut.

§ 2. Les fonctionnaires ci-après, nommés à titre définitif par une commune ou une association de communes au plus tard le jour de la publication de la présente loi, sont transférés à l'Institut moyennant leur consentement :

1° Les experts des abattoirs publics qui n'ont pas la qualité de directeur d'abattoir;

2° Les directeurs des abattoirs publics dont l'autorité compétente décide la fermeture dans les six mois de la publication de la présente loi;

3° Les inspecteurs communaux des débits visés à l'article 17 de la loi précitée du 5 septembre 1952, dont la commune décide la suppression de la fonction dans les six mois de la publication de la présente loi.

Le Roi détermine les modalités relatives au transfert de ces fonctionnaires.

§ 3. Les personnes visées par les articles 33 et 34 conservent le bénéfice de leur ancienneté administrative et pécuniaire acquise dans leur administration d'origine.

Leur traitement ne peut à aucun moment être inférieur à celui qu'ils auraient obtenu par application des dispositions du statut pécuniaire qui les régissaient au moment de leur transfert.

Art. 35. § 1er. Les fonctionnaires visés à l'article 34, § 2, qui n'acceptent pas d'être transférés à l'Institut, sont démis de leur fonction à la date que fixe le Roi pour le transfert effectif des fonctionnaires visés au même article 34, § 2.

§ 2. Les fonctionnaires visés au § 1er restent soumis au régime de pension qui leur était applicable au moment de leur démission. Dès qu'ils atteignent dans ce régime l'âge minimum de la mise à la retraite, leur pension est établie conformément aux règles dudit régime, sans que la condition d'ancienneté leur soit opposable.

» De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van die rechten, evenals de wijze van inning en van koppeling aan het indexcijfer van de consumptie-prijzen.»

Art. 30. In artikel 7, § 1, van dezelfde wet worden de woorden «de ambtenaren» vervangen door «de ambtenaren van het Instituut voor veterinaire keuring, alsmede de ambtenaren».

Art. 31. In artikel 10, 2°, van dezelfde wet worden de woorden «gevoegte en konijnen» vervangen door de woorden «gevoegte, konijnen en, in voorkomend geval, vis en wild».

Afdeling 3

Wijziging van de wet van 16 maart 1954

Art. 32. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt de categorie A aangevuld met de woorden :

« Instituut voor veterinaire keuring. »

HOORDSTUK III. — Overgangs- en slootbepalingen

Art. 33. Gedurende een termijn van twaalf maanden, die aanvangt bij de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, kunnen bij het Instituut benoemingen worden gedaan, zonder dat met het bestaan van de koninklijke besluiten, waarbij het statuut van het personeel wordt bepaald rekening wordt gehouden, en met afwijking zowel van de wettelijke en reglementaire bepalingen, waarbij prioriteitsrechten, faciliteiten of inzake aanwerving voorbehouden quota worden toegekend, als van de statutaire voorschriften in verband met de werving, de verandering van graad en de bevordering.

De benoemingen kunnen geschieden vanaf de dertigste dag die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een vacantieverklaring van een betrekking dat geldt als oproep tot de kandidaten. Dat bericht vermeldt dat de betrekkingen voorbehouden zijn voor de Belgen die van onberispelijk gedrag zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten en die, wat de mannelijke kandidaten betreft, aan de dienstplichtwetten voldaan hebben.

Art. 34. § 1. De doctoren in de diergeneeskunde van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin, belast met het toezicht op en de uitvoering van de voormelde wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965, elk in zijn hoedanigheid, worden ambtshalve overgeplaatst naar het Instituut.

§ 2. De hierna vermelde ambtenaren, in vast verband benoemd door een gemeente of een vereniging van gemeenten ten laatste de dag van de bekendmaking van onderhavige wet, worden met hun toestemming overgeplaatst naar het Instituut :

1° De keuders van de openbare slachthuizen die de hoedanigheid van slachthuysdirecteur niet bezitten;

2° De directeurs van de openbare slachthuizen tot de sluiting waarvan de bevoegde overheid beslist binnen zes maanden na de bekendmaking van onderhavige wet;

3° De gemeentelijke opzichters van de vleeswinkels bedoeld in artikel 17 van voornoemde wet van 5 september 1952, wier ambt door de gemeente wordt opgeheven binnen zes maanden na de bekendmaking van onderhavige wet.

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de overplaatsing van deze ambtenaren.

§ 3. De personen bedoeld in de artikelen 33 en 34 behouden het voordeel van hun administratieve en geldelijke anciënniteit die ze verworven hadden in hun vroeger bestuur.

Hun wedde mag op geen enkel ogenblik lager zijn dan die welke zij zouden bekomen hebben bij toepassing van de bepalingen van het geldelijk statuut die voor hen golden op het ogenblik van hun overplaatsing.

Art. 35. § 1. De ambtenaren bedoeld in artikel 34, § 2, die de overplaatsing naar het Instituut niet aanvaarden, worden uit hun ambt ontslagen op de datum die de Koning bepaalt voor de werkelijke overplaatsing van de in dat zelfde artikel 34, § 2, bedoelde ambtenaren.

§ 2. De ambtenaren bedoeld in § 1 blijven onderworpen aan het pensioenstelsel dat op hen toepasselijk was op het ogenblik van hun ontslag. Zodra ze de minimumleeftijd voor de oppensioenstelling in dit stelsel bereiken, wordt hun pensioen vastgesteld overeenkomstig de regels van dit stelsel, zonder inachtneming van de anciënniteitsvoorwaarde.

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur, le Roi attribue, s'il échet, des barèmes fictifs à des fonctions ou à des grades qui n'existent plus ou les assimile à des fonctions ou à des grades existants.

§ 3. Le paragraphe précédent n'est pas applicable lorsque les personnes visées remplissent une fonction sur base de laquelle les services prestés avant la démission sont pris en considération pour l'octroi et le calcul d'une pension unique visée par la loi du 14 avril 1965, établissant certaines relations entre les divers régimes de pension du secteur public.

Art. 36. § 1er. Les experts dans les abattoirs, les abattoirs de volailles et les minques, ainsi que les vétérinaires de contrôle à l'importation, qui ont cette qualité au moment de la publication de la présente loi, sont nommés, à leur demande, à un emploi d'expert vacant au cadre de l'Institut ou versés dans une réserve de recrutement, selon les modalités fixées par le Roi.

Le Roi fixe la nature, le volume et la durée des prestations qui peuvent être prises en considération pour la fixation de leur carrière administrative et pécuniaire.

Il détermine les délais d'introduction des demandes visées par le présent article.

§ 2. Dès qu'un emploi d'expert visé au paragraphe précédent devient vacant, le Roi y nomme un candidat inscrit dans la réserve de recrutement, selon les modalités qu'il fixe.

§ 3. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut charger des candidats inscrits dans la réserve de recrutement d'une mission particulière dans le cadre de l'exécution des lois précitées du 5 septembre 1952 et du 15 avril 1965, dans les conditions fixées par le Roi.

Art. 37. Les articles de la présente loi entrent en vigueur aux dates fixées par le Roi et au plus tard le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication et de la publication au *Moniteur belge* des arrêtés royaux d'exécution qui régissent le statut administratif et pécuniaire du personnel.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Santé publique,
L. DHOORE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
Ph. MOUREAUX

F. 81 — 1648

Arrêté royal du 14 août 1981 modifiant le cadre organique du Ministère de la Santé publique et de la Famille. — Erratum

Moniteur belge du 25 août 1981, n° 161, page 10572.

Ajouter : (*) après « Eerstaanwendend technisch ingenieur » dans le texte en néerlandais de l'article 2.

F. 81 — 1649

Arrêté royal du 14 août 1981 portant organisation et statut administratif du personnel du Service de protection contre les radiations ionisantes. — Errata

Moniteur belge du 25 août 1981, n° 161,

— page 10575 (annexe) :

lire dans le texte en néerlandais « hetzij diploma van ingenieur in de toegepaste kernwetenschappen » au lieu de « hetzij diploma van ingenieur in de toegepaste wetenschappen », dans les conditions pour l'ingénieur en chef-directeur.

2

Op voorstel van de Minister van Binnenlandse Zaken, verbindt de Koning, zo nodig, fictieve barema's aan afgeschafte functies of graden, of stelt ze gelijk met bestaande functies of graden.

§ 3. Het bepaalde in vorige paragraaf is niet van toepassing wanneer de bedoelde personen een ambt waarnemen op basis waarvan de vóór het ontslag gepresteerde diensten in aanmerking worden genomen voor het toekennen en het berekenen van een enig pensioen bedoeld in de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector.

Art. 36. § 1. De keurders in de slachthuizen, de pluimveeslachthuizen en de vismijnen, alsook de controlledierenartsen bij de invoer, die deze hoedanigheid bezitten op het ogenblik van de bekendmaking van deze wet, worden op hun verzoek benoemd in een op het kader van het Instituut vacante betrekking van keurder, of opgenomen in een wervingsreserve, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning.

De Koning bepaalt de aard, de omvang en de duur van de prestaties die voor de vaststelling van hun administratieve en geldelijke loopbaan kunnen in aanmerking genomen worden.

Hij stelt de termijnen vast waarbinnen de in dit artikel bedoelde verzoeken moeten gebeuren.

§ 2. Zodra een betrekking van keurder bedoeld in vorige paragraaf vacant is, benoemt de Koning een kandidaat die op de wervingsreserve is ingeschreven, volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

§ 3. De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft kan, onder de voorwaarde door de Koning bepaald, kandidaten die op de wervingsreserve ingeschreven zijn, met een bijzondere opdracht gelasten in het raam van de uitvoering van de voornoemde wetten van 5 september 1952 en 15 april 1965.

Art. 37. De artikelen van deze wet treden in werking op de data die de Koning bepaalt en ten laatste op de eerste dag van de dertiende maand volgend op die waarin de wet en de koninklijke besluiten tot uitvoering welke de administratieve en geldelijke toestand van het personeel regelen, in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid,
L. DHOORE

Gezien en met 's Lands zegel gezegekd :
De Minister van Justitie,
Ph. MOUREAUX

N. 81 — 1649

Koninklijk besluit van 14 augustus 1981 tot wijziging van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 25 augustus 1981, nr. 161, bladzijde 10572 :

Toevoegen : (*) na « Eerstaanwendend technisch ingenieur » in de Nederlandse tekst van artikel 2.

N. 81 — 1649

Koninklijk besluit van 14 augustus 1981 betreffende de organisatie en het administratief statuut van het personeel van de Dienst voor bescherming tegen ioniserende stralingen. — Errata

Belgisch Staatsblad van 25 augustus 1981, nr. 161,

— bladzijde 10575 (bijlage) :

in de Nederlandse tekst moet gelezen worden « hetzij diploma van ingenieur in de toegepaste kernwetenschappen » i.p.v. « hetzij diploma van ingenieur in de toegepaste wetenschappen », in de voorwaarden voor Hoofdingenieur-Directeur.